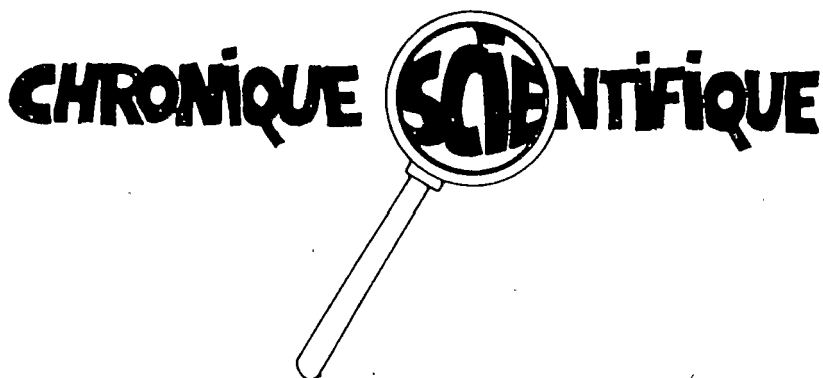


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



DES LIMITES DE LA SCIENCE POLITIQUE...

« West African States since 1976 »

School of Oriental and African Studies

University of London, 25-26-27 juin 1987

La variété et le dynamisme des systèmes politiques en Afrique continuent de défier la capacité de la science politique à les analyser. Au cours de la conférence : « Les États d'Afrique de l'Ouest depuis 1976 : une évaluation », qui s'est tenue à Londres du 25 au 27 juin 1987, le désarroi de la théorie politique n'a jamais été aussi flagrant. Les organisateurs, Richard Rathbone et Donal Cruise O'Brien de la School of Oriental and African Studies, de l'Université de Londres, avaient voulu que ce congrès engendre un volume qui prenne sa place dans la collection supervisée par John Dunn, *Les États ouest-africains : échecs et promesses* (Cambridge, 1978). Il faut les féliciter d'avoir élargi le champ des premiers travaux en incluant les États francophones, et d'avoir invité un groupe véritablement international d'universitaires. Ces invitations et le contenu des débats attestent du fait remarquable que les chercheurs en science politique qui s'intéressent à l'Afrique de l'Ouest travaillent en anglais comme en français.

Les communications et les commentaires qui les ont accompagnés ont résumé les derniers développements politiques dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, bien que la Guinée, le Mali, le Togo, le Niger et le Bénin n'aient pas été abordés. Les contributions ont été de valeur inégale, et ce principalement en fonction des dates de l'expérience de terrain de leurs auteurs ; les plus intéressants furent celles qui étaient enrichies par une collecte récente de données de première main. La plupart d'entre elles constituaient des travaux préparatoires pour des ouvrages à paraître à brève échéance. Du fait que toutes ces communications sont sujettes à révision, aucune d'entre elles ne sera citée individuellement.

Dans l'ensemble, le niveau général des communications a été élevée. La science politique dépend de la capacité de chacun à établir des contacts personnels pour collecter des anecdotes significatives, à interpréter les discours officiels et les statistiques, et à évaluer l'état d'esprit et les

intentions des acteurs politiques. La plupart des participants pouvaient se prévaloir de plusieurs années d'expérience dans les pays sur lesquels ils sont intervenus et ont pu compter sur des relations de confiance établies de longue date.

Cependant, leur évaluation collective de l'Afrique de l'Ouest depuis 1976 tient un peu de l'« histoire événementielle ». Il n'a jamais été vraiment possible de connaître avec certitude le principe ayant guidé la sélection des faits et des tendances qui étaient présentés. Le sentiment d'incertitude a paru être général ; les participants ont fait plusieurs tentatives, sans grande conviction, pour définir des thèmes de comparaison, mais sans résultat.

Paradoxalement, cette absence de cadre peut être imputée en partie à la recommandation des organisateurs, faite avec l'intention d'unifier le lieu des débats, pour que les interventions restent centrées sur le thème de l'État et de la politique, plutôt que sur les relations internationales ou l'histoire économique récente. L'exclusion de ces thèmes marque d'ailleurs le déclin de l'influence de la théorie de la dépendance et de celle de l'analyse de classes, et le retour de la majorité des chercheurs en science politique à une perception traditionnelle du politique et de « l'État » en tant que principal objet d'étude. En pratique, ce mouvement signifie aussi un retour à une vision fondamentalement ethnocentrique de la politique en tant que mobilisation du soutien populaire en faveur des leaders et de leurs politiques, avec pour modèle implicite la forme idéale de la démocratie à l'occidentale.

La réflexion théorique est restée à l'arrière-plan de cette conférence, mais certains des participants avaient contribué à une autre collection d'essais, *La Domination politique en Afrique*, éditée par P. Chabal (Cambridge, 1986). Le thème principal de ce volume était la relation entre « l'État » et « la société civile » ; le statut analytique ambigu de ces termes a introduit une subtile dégradation dans les débats à la conférence de 1987 et confirmé le commentaire de P. Chabal (à la page 3 de son livre), sur la « nature rudimentaire de l'appareillage conceptuel utilisé dans notre analyse de la politique africaine ». L'État, jamais défini clairement en termes empiriques, tend à être confondu avec le régime, et une reconnaissance insuffisante est accordée à la nation en tant qu'entité politique constituée. Ainsi, dans le simple cas du Tchad, où durant un certain temps l'État avait virtuellement disparu, la persistance de l'existence de la nation n'a pu être expliquée, quoique imparfaitement, que comme un effet de la reconnaissance internationale.

Parmi les facteurs qui affectent le plus probablement le bien-être de cette entité obscure qu'est l'État, on a évoqué le soutien de groupes divers, auxquels on se réfère globalement comme à « la société civile ». La société civile n'a pas été définie plus précisément que l'État, bien que l'on ait pu déterminer qu'à certains moments, elle comporte « la paysannerie », « les autorités traditionnelles » et « les groupes religieux et ethniques ». De tels éléments d'opposition potentielle n'ont pas été examinés concrètement, mais évalués dans des termes apparemment psychologiques et culturels comme porteurs de valeurs et d'attentes. Dans la mesure où les explications des événements politiques se sont revêtues de ces concepts désincarnés, perçus comme des traits spécifiques de la diversité culturelle africaine, elles ont une fois de plus été incapables de répondre à la critique que J. Dunn avait

introduite dans son ouvrage précédent (p. 20-21). Si l'ethnicité, déclarait-il, est la manière par excellence d'interpréter les développements politiques, alors l'explication du pourquoi il en est ainsi et pourquoi il n'y a pas moyen de les interpréter autrement « doit être au centre de l'interprétation que nous faisons de la politique en Afrique de l'Ouest ».

Les prémisses d'une telle interprétation nous commandent de penser en termes d'institutions plutôt qu'en termes d'individus ; nous devons reconnaître que les « sociétés traditionnelles » sont des structures sociales autant que des cadres culturels, et montrer comment des organisations qui nous sont si peu familières, fonctionnant en tant que systèmes politiques, génèrent le pouvoir nécessaire pour défier l'État. Ainsi que J.F. Bayart l'a déclaré, « la politique de la société civile existe, bien que ce soit souvent dans des formes que l'on ne reconnaît pas d'emblée comme telles ».

Aussi longtemps que les sociétés traditionnelles contrôlent et allouent la terre et la force de travail sur la base de leurs formes institutionnelles, une partie du patrimoine national demeure hors de portée du contrôle de l'État. Dans la plupart des pays d'Afrique, le gouvernement a longtemps combattu, sans résultat, les autorités traditionnelles précisément sur ce point, ainsi que de nombreuses contributions au congrès l'ont évoqué ; mais il n'y a eu que deux communications consacrées principalement à ce problème, et une seule a mentionné rapidement les conséquences politiques des systèmes pluralistes de gestion des terres. Il est important de ne pas percevoir cette lutte comme un antagonisme opposant les populations urbaines aux populations rurales, ou des bureaucrates modernisateurs à des chefs rétrogrades. L'interdépendance, concrétisée par les liens familiaux, des populations urbaines et rurales, est bien établie. « Les autorités traditionnelles » peuvent être dans le même temps des officiers de l'armée, des fonctionnaires ou des hommes d'affaires en compétition les uns contre les autres en tant que membres d'une classe en émergence et employant à la fois les ressources du secteur moderne et celles du monde traditionnel dans cette compétition.

A l'issue de telles oppositions on trouve un changement dans la distribution des ressources de base d'une génération à une autre, et ainsi un changement dans les relations politiques. La succession aux hautes charges est gouvernée non seulement par les tactiques des individus ambitieux, mais aussi par la répartition de l'héritage de la propriété, de l'éducation et de la culture politique. Un modèle du changement politique doit par conséquent inclure une échelle de temps appropriée.

Cette nécessité est particulièrement sensible dans la politique africaine contemporaine où, sauf en Côte-d'Ivoire, une nouvelle génération a pris le pouvoir. Les débats au cours de ce congrès ont permis de suggérer que ce ne sont pas seulement des changements de régime, mais aussi des changements de direction qui se sont produits au Cameroun, au Burkina Faso, au Nigeria, au Ghana, voire ailleurs. Il ne s'agit plus d'États post-coloniaux. Les similarités entre eux sont souvent intuitivement évidentes, bien que le cadre nécessaire qui pourrait les rendre compréhensibles et guider des recherches empiriques demeure flou.

Wyatt MacGaffey

(Traduit de l'anglais par Hélène Dufau)